

AVIS DE CONCESSION

Directive 2014/23/UE

SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR/ENTITÉ ADJUDICATRICE

I.1) NOM ET ADRESSES

Métropole Nice Côte d'Azur, 5 rue de l'hôtel de Ville, Point(s) de contact : Jérôme Godard, 06364, NICE, F,
Téléphone : (+33) 4 97 13 44 66, Courriel : jerome.godard@nicecotedazur.org, Code NUTS : FRL03

Adresse(s) internet :

Adresse principale : <http://www.marches-securises.fr>

Adresse du profil acheteur :

I.3) COMMUNICATION

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : <http://www.marches-securises.fr>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

Les candidatures ou, le cas échéant, les offres doivent être envoyées :

par voie électronique à l'adresse : <http://www.marches-securises.fr>

au(x) point(s) de contact susmentionné(s)

I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE

I.6) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Activités portuaires

SECTION II : OBJET

II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.1.1) Intitulé : CONCESSION DE SERVICE PUBLIC PORTANT SUR L'EXPLOITATION DU PORT DE SAINT-LAURENT-DU-VAR

Numéro de référence :

II.1.2) Code CPV principal :

Descripteur principal : 63721200

Descripteur supplémentaire :

II.1.3) Type de marché

Services

II.1.4) Description succincte : La présente consultation a pour objet l'attribution par la Métropole de Nice Côte d'Azur, d'un contrat de concession sous forme de délégation de service public, portant sur le réaménagement et l'exploitation du port de Saint-Laurent-du-Var. Le contrat aura pour objet de confier au concessionnaire l'exploitation et la gestion de service public portuaire du port de Saint-Laurent-du-Var, à ses risques et périls. Il comprend également la conception, la réalisation et le financement des travaux de réaménagement du port selon le programme qui sera remis aux candidats admis à poursuivre la procédure.

II.1.5) Valeur totale estimée :

Valeur hors TVA : 150 000 000 euros

II.1.6) Information sur les lots :

Ce marché est divisé en lots : non

Mots descripteurs : Délégation de service public, Installation portuaire

II.2) DESCRIPTION

II.2.1) Intitulé :

Lot n° :

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

Code CPV principal : 63721200

Descripteur supplémentaire :

Code CPV principal : 45242210

Descripteur supplémentaire :

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FRL03

Lieu principal d'exécution : Saint-Laurent-du-Var

II.2) DESCRIPTION

II.2.4) Description des prestations : Le concessionnaire se charge d'exploiter et d'entretenir le port de Saint-Laurent-du-Var, à ses risques et périls. Il recrute et gère le personnel. Le concessionnaire doit également concevoir, réaliser et financer les travaux de réaménagement du port. Les prestations attendues du futur concessionnaire seront précisées dans les documents de la consultation " phase offres " qui seront transmis aux seuls candidats admis à poursuivre la procédure. Le coût global de l'investissement pour la réalisation du projet a été estimé à environ 18 millions d'euros. De plus, le concessionnaire devra s'acquitter d'un droit d'entrée correspondant au montant des investissements réalisés par l'actuel concessionnaire qui n'ont pu être amortis sur la durée du contrat et qui s'élève à 11 630 710 d'euros.

II.2.5) Critères d'attribution

La concession est attribuée sur la base des critères énoncés dans les documents du marché

II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA : 150 000 000 euros

II.2.7) Durée de la concession

Durée en mois : 240

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non
Identification du projet :

II.2.14) Informations complémentaires : Le contrat de concession entrera en vigueur dès sa notification au concessionnaire laquelle est prévue au cours du second semestre 2025. Il sera conclu pour une durée de 20 ans à compter du début de l'exploitation fixé au 1^{er} janvier 2026.

Mots descripteurs : Délégation de service public, Installation portuaire

SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis : Se référer au règlement de consultation librement accessible selon les modalités précisées au présent avis de publicité et téléchargeables à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>

III.1.2) Capacité économique et financière

Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :
Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :
Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.5) Informations sur les concessions réservées

III.2) Conditions liées à la concession

III.2.1) Information relative à la profession

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :

III.2.2) Conditions d'exécution de la concession :

III.2.3) Informations sur le personnel responsable de l'exécution de la concession

III.2.4) Marché éligible au MPS

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif

Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

SECTION IV : PROCÉDURE

IV.1) DESCRIPTION

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics :

IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

IV.2.2) Date limite de remise des candidatures ou de réception des offres

30 août 2023 - 12 :00

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :

Français

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

VI.1) RENOUELEMENT

Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable

Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis :

VI.2) INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES

VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

La présente procédure de délégation de service public est lancée en phases successives. Le règlement de consultation (phase candidature) accessible sur le profil acheteur susmentionné (<http://www.marches-securises.fr>) vient compléter le présent avis du fait de la limitation du nombre de caractères du logiciel Boamp/Joue. Les modalités de constitution et de dépôt des candidatures sont précisées dans les documents de la consultation. Aucune indemnité ne sera versée aux candidats au stade de la remise et de l'admission des candidatures. Seuls les soumissionnaires admis à négocier et ayant remis une offre finale conforme aux exigences des documents de la consultation, pourront prétendre au versement d'une indemnité dont le montant et les modalités d'attribution seront précisées dans le règlement de la consultation phase offres. Il est d'ores et déjà précisé que le lauréat ne recevra pas d'indemnité.

VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Nice, 18 avenue des fleurs CS 61039, 06050, Nice Cedex 1, F, Téléphone : (+33) 4 89 98 86 00, Courriel : greffe.tanice@juradm.fr, Adresse internet : <http://www.nice.tribunal-administratif.fr>

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation :

VI.4.3) Introduction de recours :

Précisions concernant les délais d'introduction de recours : 1) le référé précontractuel (articles L.551-1 à L. 551- 12, et R.551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat. 2) le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R.551-10 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne, req. no358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. 4) Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 152-1 du code de commerce (référé " secret des affaires " article R557-3 du CJA) La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Tribunal administratif de Nice, 18 avenue des fleurs CS 61039, 06050, Nice Cedex 1, F, Téléphone : (+33) 4 89 98 86 00, Courriel : greffe.tanice@juradm.fr, Adresse internet : <http://www.nice.tribunal-administratif.fr>

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS : 30 mai 2023

Critères sociaux ou environnementaux : Sociaux , Environnementaux 